

Maison d'Arrêt de Bayonne : une intervention sous tension révélatrice d'un système à bout de souffle



Bayonne, le 25/02/2026

Le 18 février, en service dégradé avec seulement trois surveillants pour gérer une détention surpeuplée, nos collègues ont dû faire face à une urgence médicale grave concernant un détenu diabétique dont l'état de santé s'était manifestement détérioré au fil des jours, jusqu'à devenir critique et nécessiter une intervention immédiate, dans des conditions qui n'auraient jamais dû être les nôtres.

Lors de la ronde, les agents ont constaté qu'un détenu était affaibli, en sueur, déclarant ne pas avoir mangé. Il a fallu agir vite : ouvrir une cellule à deux agents face à trois détenus, prendre des risques mesurés mais bien réels, alerter les secours, organiser une extraction sous tension, escorter le détenu à l'hôpital et, finalement, ne regagner l'établissement qu'aux alentours de deux heures du matin. Pendant ce temps, d'autres collègues reprenaient le service sans bénéficier du temps de repos réglementaire, pourtant indispensable à la sécurité de tous.

Cette nuit-là n'est pas un incident isolé; elle est le reflet brutal d'un système qui fonctionne en permanence à flux tendu, avec 163 détenus pour 68 places en détention et 5 en semi-liberté, soit un taux d'occupation supérieur à 230 %. Une promiscuité extrême, une pression constante et des équipes épuisées qui tiennent uniquement grâce à leur conscience professionnelle.

À cela s'ajoute le manque criant de personnel, l'absence de moyens matériels élémentaires, le défaut de kits, de draps, de couvertures et de vêtements de base : autant de carences qui alimentent des tensions évitables et qui exposent chaque jour un peu plus les agents en première ligne.

Les personnels sont des professionnels responsables. Ils connaissent leurs missions et assument leurs obligations. Mais le bureau local **UFAP UNSa Justice** refuse que l'engagement des agents serve de variable d'ajustement face aux carences structurelles et au silence institutionnel. Derrière chaque intervention, il y a des collègues qui assument seuls les conséquences d'un fonctionnement dégradé, rentrant chez eux usés par un système qui repose sur leur sens du devoir tout en refusant d'investir dans les moyens indispensables.

L'UFAP UNSa Justice dénonce une situation devenue dangereuse pour les personnels et exige des mesures concrètes, immédiates et visibles : Des effectifs, le respect strict des temps de repos, des moyens matériels adaptés, et une réponse réelle à la surpopulation carcérale.

L'UFAP UNSa JUSTICE, L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !